



Déclaration Liminaire du CTL du 24 mai 2018

Monsieur le Président,

SOLIDAIRES Finances Publiques n'est pas qu'un syndicat contestataire ! L'équipe du Pas-de-Calais s'évertue au quotidien à être au côté des agents, à suivre nos missions, à réfléchir aux évolutions subies mais souhaitées par nos dirigeants.

Nous, élu-es en Comité Technique Local, vous écoutons ! Nous ne serons donc ni des pessimistes anxigènes ni de benêts heureux, nous l'avons compris : VOUS ferez du mieux possible avec les moyens disponibles !

Encore une fois, SOLIDAIRES Finances Publiques 62 salue l'engagement de chacun de nos collègues pour réussir leurs missions dans des conditions qui se dégradent ou qui n'évoluent pas dans le sens souhaité.

Avril-Mai 2018 : pas d'anniversaire à souhaiter, mais un constat implacable :



ATTENTION, passages d'usagers dans nos services !

Unaniment, les agents des SIP et des trésoreries indiquent une augmentation de la fréquentation de leurs services, les collègues des autres services, les riverains de nos implantations ont cette même impression ! Ressenti ou réalité ? A vous, Monsieur le Président, de nous le dire, en totale objectivité.

Une chose est certaine également, tout comme vous, l'intersyndicale SOLIDAIRES Finances Publiques-CGT Finances Publiques est allée sur différents CDFiP la semaine dernière afin, *d'une part*, de motiver, en groupe ou un à un, les agents. Leur rappeler les raisons, les BONNES raisons d'avoir fait grève, ce mardi 22 mai 2018. Grève à l'appel des 9 organisations syndicales de la Fonction Publique, 1er résultat, **encore près de 30 %** de grévistes à la DDFiP du Pas-de-Calais, 4 points de plus qu'au national.

Monsieur le Président, tout ne va pas très bien !

Chiffre que vous ne commenterez certainement pas ! (*pour mémoire : encore 30%, après de nombreux appels depuis l'automne, et les importantes mobilisations Fonction Publique des 10 octobre – 38% et 22 mars – 35%*)

Connu de tous, il est toujours bon et motivant de rappeler le revendicatif de cette mobilisation :

- ✓ l'arrêt des suppressions d'emplois (mal principal de notre administration), une projection de 20 000 suppression à la DGFIP sur 5 ans ;
- ✓ une revalorisation de la valeur du point d'indice ;
- ✓ l'abrogation de la journée de carence ;
- ✓ une vraie compensation de la CSG ;
- ✓ non au recours massif à la contractualisation ;
- ✓ non à la mise en place du RIFSEEP.

et à contre-pied des sondages d'opinion : la fierté d'être fonctionnaire et de rendre un service public apprécié des usagers !

et d'autre part, pour rencontrer nos usagers afin de les sensibiliser à nos craintes sur l'avenir d'une de nos missions : l'ACCUEIL DE PROXIMITE ! Très sensibles à nos arguments, ceux-ci se plaignaient spontanément de l'obligation des démarches en ligne avant de remplir nos bulletins dans lesquels, ils réclament (à 99%) un « Service Public de proximité, fiable, gratuit et équitable » avec une participation très importante et très agréable.

Monsieur le Président, nous vous demandons, de prendre possession de ces 1 037 bulletins-réponses !

Aussi en respect de l'article 2 du règlement intérieur de ce CTL et de l'article 34-1° et 4° (1° A l'organisation et au fonctionnement des administrations, établissements ou services ; 4° Aux évolutions technologiques et de méthodes de travail des administrations, établissements ou services et à leur incidence sur les personnels ;) du décret 2011-184 du 15 février 2011 dans sa version actualisée, les élus de SOLIDAIRES Finances Publiques 62 demandent à ce que le point 5°) Mise en place d'un partenariat avec les maisons de services aux publics (MSAP) soit soumis à avis de ce comité.

Monsieur le Président, votre réponse, sera garante d'un dialogue social de qualité dans le département !

Concernant l'ordre du jour de ce CTL,

- L'approbation du PV du CTL du 13 mars 2018, SOLIDAIRES Finances Publiques tient à obtenir des compléments de réponse ou la prise en compte de modifications concernant le point 2 dudit CTL.
- L'installation de la trésorerie Arras-CH sur le site de Diderot : rien ne sert, pour une fois de fournir l'avis du CHS-CT, si ce n'est pour ne pas prendre en compte les observations des représentants des personnels.
- Le bilan de la campagne des comptes de gestions, un moment intense dans la vie d'une trésorerie, une nouvelle histoire qui se passe toujours bien ?
- Le rapport d'activité 2017 : une image fidèle d'une année à la DDFiP ? Et une nouvelle fois à qui s'adresse-t-il ?

Tous ces points, il ne tient qu'à vous, Monsieur le Président, de pouvoir les aborder sereinement lors de cette instance.

ASR 2019 : SOLIDAIRES Finances Publiques 62 ne vous demandera plus de communiquer à son sujet mais s'indigne d'ores et déjà de votre choix : le projet de fermetures des trois trésoreries d'Ardes, Etaples et Auchel. Les collectivités nous expriment spontanément leur mécontentement et l'officialiseront prochainement lors de délibérations officielles. Ne nous indiquez pas tout de suite que la majorité macronienne soutient ces projets !

Enfin, et toujours malheureusement, une triste situation perdure toujours dans notre département et l'équipe de médecine de prévention n'a toujours pas été renforcée.

Vos élus **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**

Wilfried GLAVIEUX, Philippe COLIN, Laurence MOUTIN-LUYAT

Nadège BOTTE (experte)

